

n° 58

3 dec

APL nantes

Bulletin régional de l'Agence Presse-Libération

Imprimerie spéciale A.P.L. Directeur : Maurice Clavel - Rue de Bretagne

Paris - Abonnements : les 12 numéros (soit 3 mois environ) 10F minimum

Soutien : 15 ou 20 F en timbres ou en chèque à l'ordre de la
"Librairie 71".

Vente au numéro au bureau régional "Librairie 71" 29, rue J. Jaurès,
Nantes et à Saint-Nazaire : Librairie "Le Tiers Livre", 55, avenue de
la République - 1 franc.

SOMMAIRE :

2

- P. 3- 4 : le scandale Couseeau- Arzel
P. 5 : Revue de presse
Nantes: Meeting Choisir, projection d'"Histoires d'A"
P. 6 : Meeting (suite)
Morbihan -un militant syndical poursuivi
- faites-place à M; Barrière
Pontivy : un lycée agricole contre la vie chère
P. 7 : refus impôts Nantes
manifestation silencieuse pour soutenir les objecteurs
vive la culture bretonne , on va gagner du fric
P. 8 : St Nazaire : manifestation des enseignants
expo sur la condition ouvrière
pour un atelier " langues et cultures régionales"
P. 9 : Lu dans Libération :
Appel des paysans du Larzac
Licenciement collectif refusé par l'inspection du travail
Lu dans A.P.L. BRETAGNE : meeting de "Faire Fr ont"
P. 10 : Malaise à St Stanislas
P. 11 : Cerizay: dernières nouvelles
P. 12 : Un millier d'anti-fascistes interdisent le meeting de Faire Front
Compte-rendu des 6 H pour le Chili
P. 13-14 Comment se développe l'agriculture capitaliste en Loire-Atlantique

=====

CALENDRIER

- 11 Décembre : table ronde entre les partis politiques de gauche et les minorités
15 Décembre : les ballets basques Oldarra
19 Décembre : le "Teatre de la Carriera" (Oc) jouera la guerre du vin
Centre Culturel de Chatellerault (cf dernier numéro)
13 Décembre : Débat sur la justice , salle Francine Vasse , 21 H
15-16 Décembre : week-end C.P.O. : l'argent dans notre vie quotidienne (cf n° 56)

C'est le plan de la revanche établi par Cousseau, Arzel (commandant en chef du personnel) et la chambre patronale avec la bénédiction des pouvoirs publics.

Le 5 décembre avant 8 heures, le fils de MADESCLAIR (président de la chambre patronale) annonce avec fierté à son lycée de Niort :

- "Cette fois-ci chez Cousseau, c'est le bon coup, les ouvrières sont indéfendables"

A partir de 8 heures à l'usine de Cerizay, les ouvrières de la chaîne Parkas sont appelées une à une au bureau où en présence d'un huissier on leur a signifié leur licenciement sur le champ. On leur interdit de remettre les pieds dans l'usine; motif à Cousseau : "vous ne respectez pas les normes de travail, volontairement ... Ce comportement constitue une faute grave..."

Sur les 27 mises à la porte, elles sont toutes anciennes grévistes. Sur cette chaîne parkas Cousseau n'avait mis que des anciennes grévistes et leur imposait des normes de travail impossible à atteindre.

Parmi les 22 licenciées, une ouvrière qui a 14 ans d'ancienneté. Jamais de rapproche sur le plan professionnel depuis 14 ans. Comme remerciement = à la porte !

DEPUIS LA REPRISE

A l'usine C.S.V de Cerizay de nombreux faits se sont produits. Ces faits, dont la direction a pris la responsabilité sont en contradiction avec l'accord signé le 30/10/73 par Cousseau en personne.

Jusqu'ici, la CFDT dans un souci d'apaisement, n'avait pas voulu rendre ces faits publics, espérant que les choses s'arrangeraient progressivement.

Il y a quelques jours, des fuites nous apprenaient qu'un plan de licenciement était en cours. Cependant nous espérions encore un apaisement. Il n'en a rien été.

Voici donc quelques faits qui prouvent que Cousseau n'a pas respecté l'accord du 30/10/73 :

- Mise à pied de 24 heures de 12 ouvrières ; raisons invoquées pour 7 : elles sont allées à l'audience du tribunal de Bressuire; pour d'autres : retard de quelques minutes. Ces 12 mises à pied concernent exclusivement d'anciennes grévistes. Des non-grévistes qui avaient accusé des retards identiques n'ont pas eu de mise à pied. Le point 6 de l'accord qui ne prévoyait aucune sanction à l'encontre des grévistes est donc remis en cause par Cousseau.

- Le point 8 de l'accord précise que les grévistes reprendront leur ancien emploi. Hors pour plusieurs ouvrières ceci n'a pas été respecté.

- Contrairement au procès-verbal du 30/10/73 le car de pouzuges qui devait être remis en service à la reprise ne l'a été que lundi dernier (un mois plus tard).

- Refus d'accorder à une ouvrière une journée de congé sans solde pour événement de famille.

- Volonté manifeste de repousser les élections de délégués.

{ Tout cela est clair, Cousseau, Arzel et le patronat veulent leur revanche. Ils veulent en finir avec la section syndicale et frapper fort sur la CFDT qui prend de plus en plus d'audience.

Pour ces patrons, tous les coups sont bons.

LE TEMPS DES BARBARES

Tout cela se passe à l'usine de Cerizay. A l'usine de St Mesmin où a été reprise la déléguée syndicale CDDT pas de problème !

Encore une preuve pour les indécis que tout le mal vient d'une direction qui ne veut pas accepter la CFDT.

Conclusion : Dès juillet la CFDT a toujours déclaré que Cousseau voulait se débarrasser de la section CFDT.

Pour sauver les apparences Cousseau parlait: "d'un problème de personne qui avait fait une faute !"

Aujourd'hui Cousseau exprime clairement sa volonté: -refus du syndicalisme dans son entreprise

Nous ne sommes pas au temps des barbares ! LA LIBERTE L'EMPORTERA

EN SESSION C.F.T.

ARZEL (chef du personnel et commandant en retraite) avec d'autres personnes de l'usine Cousseau est allé en session CFT !

F . O . ou F . P .

Le 27 novembre nous apprenons qu'une section CGT-FO est créée, une déléguée syndicale est nommée par P. Dussous, secrétaire de l'UD-FO. C'est celle qui à la télé à parlé au nom du "comité de défense à Cousseau".

Dans l'usine les ouvrières ont appelé ça "F.P." c'est à dire "force patronale". c'est la relève du "comité de défense" en vue de présenter des candidats au 1er tour des élections de délégués.

Quel est celui ou celle d'entre nous à qui on ne pourrait dire un jour :
- "Vous n'allez pas assez vite". Quel est celui ou celle d'entre nous qui peut rester indifférent devant de telles injustices ?

Cet homme (si on peut appeler ça un homme) n'est pas un homme du 20ème siècle, c'est un marchand d'esclave !

Les pouvoirs publics et les patrons de la région tolèreront-ils de telles façon de faire ? La situation est claire aujourd'hui :

- Se dire neutre est en fait être complice.
- Celui qui ne se solidarise pas des licenciés cautionne Cousseau.

Aussi la CFDT vous invite à vous tenir prêt à d'éventuelles action dans les jours à venir.

COMMUNIQUE PAR LA CFDT - NIORT

LE NOMBRE DE PIECES REALISE PAR CHACUNE DES 22 LICENCIÉS ET DES 5 DELEGUEES MISES A PIED. MOTIF A COUSSEAU : " RENDEMENT INSUFFISANT " . CHACUN JUGERA. LES CHIFFRES SE PASSENT DE COMMENTAIRE.

TRAVAIL	LE 8 NOVEMBRE	LE 4 DECEMBRE	TRAVAIL	LE 8 NOVEMBRE	LE 4 DECEMBRE
	NOMBRE	DE		NOMBRE	DE
		PIECES			PIECES
pose vignettes	240	450	fermeture	120	240
" "	240	a chandé de	gôte "	120	270
montage manche	60	travail	bordage du	50	125
" "	60	390	parka	180	300
montage manche	60	360	rabattage	180	450
dos			en formés		
pose bandes	270	540	montage en	120	330
assemblage et	90	420	formes		
rempli			arrêts		
fermeture des-	90	270			
sus manches					

Sur cette chaine de doublure de parkas, Cousseau n'avait mis que des anciennes gréviètes, dont les 5 déléguées CFDT. Un plan bien préparé. Selon une indiscretion ce plan était préparé avant même la signature de l'accord.

Un disque : PIL en chantant et un livre : LA lutte des PIL peuvent être commandés à l'UD - CFDT, 1 rue du mûrier, 79000 - Niort CCP Limoges 548 35 D

Le disque comprend 5 chansons composées par les PIL. Et en plus un petit livret avec les dessins humoristiques de la grève, un poème et toutes les chansons des PIL.

PRIX : l'unité 5 francs, plus de 10 : 4,50 francs, plus de 50 : 4 francs

Dans le livre, réalisé par les PIL avec des militants CFDT se trouvent des photos, dessins, témoignages, des explications d'E. Maire sur la lutte des PIL, le système judiciaire et les libertés en France.

PRIX : l'unité 10 francs, plus de 10:9 francs, plus de 50 : 8 francs.

VIE SOCIALE :

5

Lundi 3 décembre : - Contre l'augmentation de la durée du travail, grève de 3 jours à l'Inspection d'Académie.

Devant l'augmentation de la durée de travail, se traduisant par 10 heures de travail supplémentaire par mois, et devant l'échec d'une série d'actions entreprises pendant l'année, le personnel de l'I.A. a décidé de faire 3 jours de grève.

- La FDSEA (exploitants agricoles) s'associe aux syndicats ouvriers et à la FEN contre la vie chère, affirme que les causes profondes de l'inflation résident dans la politique du gouvernement et du patronat ainsi que dans celles des entreprises multinationales. Elle s'élève contre cette politique dont la priorité est la recherche du profit.

- Nouveau mécontentement à l'ENNA. Les professeurs de l'Ecole Normale Nationale d'Apprentissage de Nantes, syndiqués au SNES réclament une amélioration de leurs conditions de travail, et surtout la création des postes nécessaires à la promotion des maîtres de l'enseignement technique.

- Grève du personnel des maisons familiales, des instituts et centres de promotion. A l'appel de la CFDT 75% de l'ensemble du personnel a observé un arrêt de travail le 30/11. Motif de la grève : retard des versements des salaires et non paiement des indemnités kilométriques depuis au moins un an. Conditions de travail difficiles.

- Appel à la grève du 6/12 * par l'UNCAL (lycéens et collégiens) devant l'augmentation des frais de scolarité et la faible augmentation des bourses.

* par la confédération nationale du logement de L.Atl. devant les dernières hausses de prix des loyers et des charges HLM.

- Le syndicat CFDT de la construction demande le paiement intégrale des heures perdues par le chômage technique et appelle les ouvriers à se mobiliser.

Mardi 4 décembre : - Organisations appelant à la grève le 6 décembre: Port autonome, ETDA-CGT de la métallurgie nantaise, VRP-CGT, syndicat des travailleuses familiales et le syndicat de l'aide aux retraités CFDT, les retraités pour le maintien de leur pouvoir d'achat, CFDT-papier carton, FDSEA, CFDT-CSF, construction CGT-CFDT

- Grève de 4 heures chez Boussier-Arnaud (bonnèterie) installé dans la Z.I. d'Ancenis, à l'appel de la CGT. Les revendications portaient sur les coefficients.

Vendredi 7 décembre: 120 000 grévistes en Loire Atlantique.

- 10000 personnes étaient présentes au meeting de Nantes, 500 à Chateaubriant, 300 à Ancenis, 600 à St-Brévin, 800 à Couéron, 7 000 à St-Nazaire.

Pourcentage de grévistes, d'après la Préfecture, dans les différents secteurs en Loire-Atlantique : SNCF = 65,48%. EDF-GDF = 57,43%. Transports urbains = 1,5%. PTT = 39,56%. Finances = 50,96%. préfecture = 1/350. Communaux = 28,84%. Hospitaliers = 7,77%. Sécurité Sociale = 46,15%. Arsenal = 78,87%. Métallurgie = 74,28%. Textiles = 66%. Papiers & cartons = 66%. Industrie alimentaire = 66%. Batiment = 52%. Dockers 100%. Chimie = 43%.

Samedi 8 décembre :

- Lundi : grève dans les transports à l'appel de CGT & CFDT. Revendications : salaire correspondant aux responsabilités, sécurité de l'emploi.

- grève chez Le Bourget (habillement) : 100 ouvrières sur 140 se sont mises en grève totale pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

- Accident du travail, mardi : un artisan-maçon de 61 ans a chuté d'un échafaudage de trois mètres.

NANTES : meeting de "Choisir" et du Planing Familial avec projection d' "Histoires d'A"

Jeudi 6, la salle Paul Fort était trop étroite pour recevoir tous les participants au meeting sur l'avortement et la contraception organisé par le Planing Familial et Choisir Plus de 1000 personnes ont assisté et participé à la projection du film "Histoires d'A" interdit par notre "Ministre de la Culture", et au débat qui a suivi.

(Meeting Choisir/Planing) - Cette soirée n'est qu'une étape dans la lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, comme l'ont montré les interventions au cours du débat sur : les innombrables limites du projet gouvernemental et la nécessité de l'avortement et de la contraception libres et gratuits, remboursés par la Sécurité Sociale, le fait que ce ne sont pas uniquement les problèmes des femmes mais des femmes et des hommes, la nécessité d'une réelle éducation sexuelle, la nécessité que cette campagne se poursuive de façon décentralisée, dans les quartiers, usines, lycées, etc...

De par sa clareté, les problèmes qu'il pose et aborde et les questions qu'il pose, le film "Histoire d'A" serait très utile pour animer ces réunions. Nos chers ministres Marcellin et Druon ne s'y sont pas trompés. Ils viennent à nouveau de faire intervenir leur maréchaussée: projection interdite à Lyon, saisie du film à Tours.

Deux hauts lieux moraux de la nouvelle société française : Lyon, ses services et ses flics tenanciers de bordels; Tours, et son maire Royer, grand pourfendeur de tableaux pornographiques.

MORBIHAN : Un militant syndical poursuivi (A.P.L. PAYSAN 1/12/73)

Chacun se souvient encore de la grève du lait. Elle ne s'est pas achevée sans laisser de traces dans les mémoires et les archives de la justice.

E. Morvan de Seglien a reçu une note du juge d'instruction de LORIENT lui annonçant qu'il sera bientôt convoqué devant le tribunal correctionnel. Il est poursuivi pour être partie prenante dans l'organisation et la réalisation de la journée du 10/1/73 (2 jours avant la journée nationale d'action de la FNSEA), où une centaine de camions avaient été arrêtés quelques heures en signe de rappel des objectifs de la grève du lait.

On accuse Morvan d'avoir participé à l'arrestation d'un camion NEGOBEUREUF en février en relation avec les producteurs de L. Atl., qui avaient gardé pendant 10 jours un camion de cette société pour protester contre le bradage des produits laitiers et la rémunération insuffisante des producteurs. Le pouvoir et les laiteries se manifestent à un moment où le salaire des producteurs de lait continue de baisser. Nous saurons riposter massivement pour le faire reculer.

Les CCJA de Clagebec et Pontivy.

MORBIHAN : Faites place à Mr BARRIERE (A.P.L. PAYSAN 30/11/73)

Nous venons d'apprendre avec stupéfaction que le tribunal civil de LORIENT vient de donner raison à Mr Alain Barrière, alias BELEC contre la SBAFER qui voulait préempter au profit de 2 agriculteurs voisins de la ferme de Tal Roz, en Branderion. Ainsi la justice donne raison à une personne qui a déjà acquis plusieurs terrains sur la côte, qui met encore la main sur une ferme de 19 Hrs alors que deux agriculteurs voisins en ont besoin pour vivre. Il est certain dans cette affaire qu'A. Barrière n'est pas seul. Il a derrière lui les propriétaires fonciers, les cumulateurs et les grosses fortunes, qui voudraient bien que les attributions de la SBAFER diminuent de façon à pouvoir accaparer la terre plus facilement. Une fois encore, la justice montre clairement au service de qui elle est. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à nous en apercevoir, puisque les juges du syndicat de la magistrature le disent eux-mêmes. Mais A. Barrière doit savoir qu'il risque de n'être pas au bout de ses peines, il vaudrait mieux qu'il cherche à s'arranger avec les agriculteurs concernés en leur rendant leurs outils de travail. Car, de notre côté, en tout cas, nous mettrons tout en oeuvre pour imposer une vraie justice?.

Le CDJA du MORBIHAN

PONTIVY : Un lycée agricole contre la vie chère (LIBERATION)

Jeudi dernier, les élèves du lycée agricole de Pontivy, se sont mis en grève. Toute la journée ils ont organisé des forums de discussion avec leurs professeurs. " Dans quelques mois nous quitterons le lycée, nous rentrerons dans la vie active et nous subissons la vie chère."

Ils ont ensuite été nombreux à participer à la manifestation, puis au meeting syndical; au cours duquel on leur a refusé la parole: ces lycéens n'étaient pas jugés représentatifs.

Communiqué : Refus Impôts Nantes :

7

4 Décembre 1973 - Comme un peu partout en France, un groupe d'une vingtaine de personnes refusant la politique française par rapport à l'armement, aux ventes d'armes et à l'armée, retiennent 3 à 20 % de leurs impôts directs qu'ils versent à une organisation de leur choix (par exemple : Paysans du Larzac). La prochaine réunion nationale aura lieu en Janvier. Afin d'être plus efficaces, nous demandons aux intéressés de nous joindre : J.F. COCHISE, 29, rue Jean Jaurès - Nantes.

Groupe Refus Impôt.

Manifestation silencieuse à Nantes pour soutenir un objecteur de conscience:

Comme l'avait annoncé les journaux (cf P.O du 30 . II 73 et OF du I. 12 73°) samedi après midi dans le centre de la ville une trentaine de manifestants à l'appel du Comité de soutien à Etienne Dollet ont défilé .

Ils portaient des pelles et des pioches symbolisant le service civil que la loi permet d'effectuer à tout jeune ayant exposé des motifs religieux ou philosophiques , et étaient vêtus de chasubles sur lesquelles on pouvait lire notamment : " 60 objecteurs et 400 insoumis à l' ONF risquent 2ans de prison ;"

Ils entendaient manifester ainsi leur soutien à une soixantaine d' objecteurs dont un jeune Nantais Etienne Dollet qui se sont refusés par deux fois leur statut sous prétexte qu'ils n'apportaient pas la preuve de leur sincérité . Mais pourtant les chrétiens ont tous le même credo et ne sont pas accusés pour autant de ne pas être sincères . Les époux échangent les mêmes serments et sont cependant mariés légalement .

Pour informer le public nantais sur le cas d' Etienne Dollet les participants distribuèrent des tracts devant Decré , rue du Calvaire , rue Crébillon . Ils se dispersèrent Place Royale après avoir planté leurs pelles et pioches sur la place .

Etienne Dollet , insoumis depuis le 6 Décembre a commencé un service civil v volontaire .

Michel Barraut , objecteur de conscience (insoumis à l'ONF depuis Septembre 1972) passe en jugement Vendredi 1^{er} Décembre à 16 heures à Nantes pour n' avoir pas rejoint son lieu de destination (l'hôpital Boucicaut à Paris)
Pour les actions se tenir au courant par la Presse locale .

A noter :

Dans le prochain numéro APL, paraîtra un dossier sur :
Les objecteurs .

VIVE LA CULTURE BRETONNE , ON VA GAGNER DU FRIC \$ LU DAME APL BRETA.

Nous distribuons ce tract car nous pensons qu'il est temps de réagir contre l'exploitation croissante de la culture bretonne . En effet , de plus en plus de fest - noz , de bals bretons et de spectacles " Breizh !" sont organisés par des gens qui ne s'intéressent pas du tout à l'existence et au devenir de la culture bretonne , au contraire. Ils tentent par tous les moyens , de profiter de ce qu'ils appellent une mode et d'en retirer le plus de fric possible sur le dos de ceux qui aiment se retrouver entre eux pour danser et pour chanter . Nous en avons un bien exemple ce soir , en voyant le prix affiché , à l'entrée de ce fest - noz , pour un plateau qui ne mérite pas . C'est pourquoi , nous invitons tous ceux qui croient en la culture bretonne , à manifester contre ce phénomène de plus en plus fréquent en refusant de participer aux fest - noz et bals bretons dont le prix d'entrée est trop excessif .

Ce soir , devant cette nouvelle provocation , nous vous proposons de rester dehors et de ne pas rentrer avant que le prix ne soit baissé : si on cède une fois , on se fera encore avoir !!

ST-NAZAIRE : manifestation des enseignants contre l'intimidation par le Recteur.

(correspondant) - (voir APL 54 & 55) A la suite de la "grève des effectifs" menée par des enseignants de 4 établissements contre le chômage des maîtres-auxiliaires et pour la réduction des effectifs d'élèves par classe, le Recteur d'Académie avait décidé illégalement de retenir la totalité de la paye correspondant à la semaine d'action, bien que la totalité du service ait été faite.

Le 27, une réunion avait regroupé des enseignants de la plupart des établissements scolaires de St-Nazaire. 216 enseignants ont décidé de signer une lettre au ministre et une majorité pour une solidarité financière avec les collègues. 140 se sont engagés à aller en délégation au Rectorat.

La lettre au ministre sera portée en délégation mercredi 12. Rendez-vous à St-Nazaire devant la Mutualité entre 13h30 et 14 h. Une garderie sera assurée.

L'action continue.

SAINT NAZAIRE : exposition sur la condition ouvrière à la Maison de Jeunes.

Une exposition sur la condition ouvrière de 1871 à 1971 sera visible à la M.J.E.P. du 5 au 30 décembre (33 Bd Victor Hugo). Cette exposition a été réalisée par l'équipe d'animation de la Maison de la Culture de Rennes en étroite collaboration avec les 3 grandes centrales syndicales.

L'objet de ce travail n'est pas de présenter une rétrospective complète, mais de regrouper autour de certains faits et dates des documents photographiques, textes, affiches, dessins qui peuvent être intéressants, rares, dramatiques ou pleins d'un humour cruel.

Dans le même cadre, la M.J.E.P présente les 18 et 19 décembre à 21 h. salle de la Mutualité, une pièce de la C.D.O (Comédie de l'Ouest) : "l'Usine Eclatée". Thème : François Lesage, 27 ans, OS de l'unité de production A 12 B X 14, un jour ne résiste plus, ses nerfs craquent, il tente de détruire la machine sur laquelle il travaille. A l'hôpital psychiatrique, psychiatre, infirmiers le soignent avec vigueur pour le renvoyer au plus tôt dans son circuit de production. A travers ses délires, ses rêves, François revoit une image éclatée de sa vie : sa rencontre, son mariage avec Marie, son existence effrénée à l'usine, la crise qui l'a terrassé. Et le spectacle prend alors une autre dimension, c'est la condition même que François va essayer de comprendre; les grands rouages de la société qu'il tentera de mettre à nu.

Les 19 et 21 sera projeté le film "L'an 01".

SAINT NAZAIRE : pour un atelier "langues et cultures régionales" à la MJEP.

(...) On peut parler d'a-culturation (...) lorsqu'on constate que la grande masse de public de notre région est tenue dans l'ignorance de certaines notions élémentaires par exemple le sens caché, l'origine celtique de mots ou tournures populaires (...) lorsque on constate le degré de mépris affiché par l'enseignement officiel et par les moyens de communication de masse envers l'histoire et la géographie de la Bretagne, envers l'art populaire breton ancien et nouveau, envers la langue bretonne et les possibilités enrichissantes de bilinguisme revendiqué par de multiples associations culturelles des 5 départements concernés. (...)

c/o : MJEP, 33 Bd Victor Hugo, St-Nazaire.

LU DANS LIBERATION :

9

APPEL DES PAYSANS DU LARZAC !

Achetez des terres sur le plateau pour prendre l'Armée de vitesse:

Les 103 paysans du Larzac, l'Association de sauvegarde et le Comité départemental de soutien au Larzac de l'Aveyron viennent de lancer un appel à l'aide: "Malgré les pétitions, protestations, conférences et manifestations diverses, l'Administration poursuit son action en vue d'aboutir à l'acquisition par l'Armée des 137000ha prévus pour l'extension du camp militaire du Larzac. En ce moment des agents de l'administration contactent des propriétaires et leur font des propositions d'achat amiable

Ce que nous proposons à chacun d'entre nous c'est de participer à l'achat de terres mises en vente librement par leurs propriétaires et d'empêcher ainsi l'Armée de les acquérir. Un groupement foncier agricole le "GFA Larzac - un " vient d'être constitué. Le GFA permet de mener à bien les opérations d'achat de propriétés mises en vente. Pour ce faire, il lui faut de très gros moyens financiers. Ces moyens, tous ensemble, nous le savons! Vous pouvez tout de suite acheter une ou plusieurs parts du "GFA Larzac- Un " au prix de 1000F la part.

Ecrivez pour cela au secrétariat du " GFA Larzac un " comité de sauvegarde du Larzac " au " chambre d'Agriculture

CHAMBRE D AGRICULTURE

ROUTE DE MOYRAZES 12009 RODEZ .

DEUX SEVRES :

Un licenciement collectif refusé par l'Inspection du travail.

Les personnels de l'atelier de Bressuire (Deux Sèvres) de la Société Benharrous et Vaillant Lempereur, ont reçu leur lettre de licenciement devant prendre effet dès à présent. Ce licenciement collectif, immédiatement jugé illégal par l'inspection du travail du département a été annulé. Ni l'inspecteur, ni les délégués du personnel, n'avaient en effet été consultés, comme la loi le prévoit.

La société Benharrous et Vaillant - Lempereur a déposé son bilan à la fin du mois de Novembre au greffe du tribunal de commerce de Paris. Le passif s'élève à 7.700000 francs. L'atelier de Bressuire est spécialisé dans le prêt à porter de haut luxe. Pour le moment, cette unité continuera de fonctionner en attendant qu'un syndic soit nommé par le président du tribunal de Paris. Toutefois, les ouvrières n'ont pas encore touché leurs salaires du mois de Novembre.

APL RENNES : MEETING DE "FAIRE FRONT "

Le meeting de " Faire front " le groupuscule fasciste, groupé autour du journal " Faire front " organise à Rennes, vendredi, un meeting qui n'a pas été interdit; pour protester contre la tenue de ce meeting le PCF a envoyé un communiqué qui a été publié en partie dans le numéro du 22 novembre. Un second communiqué des " organisations de gauche " (CGT, UNEF, PS, UDB) a été publié le 28. Faire front, quant à lui, a vu publier ses informations sur le meeting, au début du mois, le 23 et le 28 novembre. Cet équilibre entre les publications permet à Ouest France de jouer à bon compte son rôle de " journal objectif ". Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que Ouest - France ait refusé aux organisations anti - fascistes : GR, HR ?, CAB, PCB, Rouge, Révo LO, PSU; RR le droit de passer leur propre protestation contre la tenue du meeting, qui avait été remise dans un communiqué. Le collectif APL s'indigne contre le fait que Ouest France censure ouvertement l'avis de ces organisations.

MALAISE A ST-STANISLAS
ou sont les élèves ??

UN AU CONSEIL D'ETABLISSEMENT : 3 élèves sur 1100

De quoi s'agit-il ? d'une assemblée où sont présents également

- Le chef d'établissement
- Les préfets de division
- Les délégués de parents
- Les délégués de professeurs (la plupart non représentatifs n'ayant pas été élus à la majorité)

Son rôle ?

Il conseille, suggère, mais ne décide pas.

POUVOIR REEL: AUCUN

UN AU CONSEIL DE CLASSE : 1 élève sur 10

- De quoi s'agit-il ? une réunion où les délégués "font part" aux professeurs des problèmes de la classe (les autres élèves ne sont sans doute pas dignes d'être écoutés)

INFLUENCE REELLE ? : AUCUNE

C'EST TOUT !

LES DECISIONS

au chef d'établissement

sont dévolues aux parents par l'assemblée

LA GESTION

familiale et scolaire

à certains anciens élèves par

l'assemblée de propriétaires

PAS DE CONTROLE, PAS D'INTERET A LA MARCHE DE L'ETABLISSEMENT

de plus, les élèves subissent:

-Des préfets qui repriment plus qu'ils ne dialoguent et animent

-Des surveillants dont on voudrait faire des gardiens

-Des professeurs à qui on demande plus d'instruire que d'animer

-Des délégués qui sont l'alibi d'une fausse participation

RESULTAT DE CETTE BELLE HIERARCHIE ET DE CETTE BELLE

PARTICIPATION :

LES ELÈVES NE PEUVENT BIEN FAIRE, S'ENNUIENT, et attendent

la fin de la journée - (et c'est partout pareil)

C'EST ETUDIÉ POUR !!!

ON NOUS PREPARE A UNE DOUCE INTEGRATION DANS LA VIE ACTIVE
A LA SOUMISSION, A L'ACCEPTATION DE LA HIERARCHIE DANS LE TRAVAIL,
ET DANS L'ARME.

IL EST TEMPS DE REAGIR !

Des élèves de terminales

=====
Nous rappelons que des membres du collectif ont avancé de l'argent pour l'achat d'une nouvelle ronéo. De nombreux abonnements de soutien (15 francs faciliteraient les choses).

Nom..... prénom; ; ; ;

souscrit à la somme de

Quelques précisions : * Le licenciement des 22 ouvrières est illégal car il ne s'est pas effectué dans les formes requises, les 22 ouvrières ne sont donc pas inscrites au chômage

* Le licenciement des 5 délégués syndicales a été voté ce matin par le comité d'entreprise, 3 pour, un contre. Les trois sont ceux des anciens délégués CFTC maintenant regroupés à F.O. , ou plus exactement F.P. , c'est à dire "Force Patronale" comme l'appellent les ouvrières. Le non est celui du délégué CFDT, le seul restant, les deux autres délégués du comité d'entreprise étant parmi les mises à pied et n'ayant pu voter. L'inspection du travail doit se prononcer d'ici huit jours.

* Alors que l'ensemble du personnel a été payé, les licenciées ne l'ont toujours pas reçu.

Chronologie :

* Dès le mercredi 5 au soir, jour de licenciement, un membre important de travailleurs ont intercepté Horzel ~~le~~ chef du personnel, Lambert le directeur et un contrôleur de l'armée (chargé de contrôler la production de chemises militaires) à l'auberge du Cheval-Blanc. La soirée fut houleuse et s'est poursuivie au "château" de Cousseau qui en aurait un peu souffert. Actuellement Cousseau est invisible dans la région.

* Vendredi la CFDT locale et départementale a fait paraître le communiqué suivant, adressé à la direction , aux pouvoirs publics et aux élus locaux:

" La CFDT ...assume toutes ses responsabilités. Elle vous demande

1) de vous prononcer clairement pour ou contre l'attitude de la direction Cousseau. Se dire neutre aujourd'hui, c'est en fait être complice des graves injustices et des graves atteintes aux libertés.

2) de faire en sorte que le problème soit réglé dans une semaine, c'est à dire avant vendredi 14/12/73 à 17 H; - reprise de toutes les licenciées et déléguées mises à pied - application de l'accord du 30/10/73.

De toute façon un meeting se tiendra le vendredi 14/12 à partir de 17 H à Cerizay

* samedi et dimanche, Mgr Vion, évêque de Poitiers, a assuré les messes du samedi et dimanche au cours desquelles il a fermement pris position contre les licenciements. C'est aussi la position du clergé local à travers la feuille paroissiale "Le message de la semaine:

...." A Cerizay, et dans toute la région, la plupart des travailleurs ont appris avec stupeur le licenciement de la CSV (confection Sevre-Vendée). Pour eux, il s'agit de la mise en oeuvre d'un plan préétabli et bien monté...

... Violence qui prive des femmes de leur travail, de leurs revenus, et par conséquent, amène l'insécurité dans les familles. Violence qui fait subir un préjudice psychologique et moral aux ouvrières licenciées, rejetées "comme moins que rien". Elles n'ont que le droit de se taire et de pleurer en cherchant un hypothétique travail.

NOUS RAPPELONS LE MEETING VENDREDI 14 DECEMBRE

A CERIZAY

Les nazillons de "Faire-Front", organisation ressurgie des cendres d'Ordre Nouveau, avaient prévu un meeting public vendredi soir à Rennes. Des sujets tels que : "soutien à la junte militaire chilienne" et "contre l'immigration sauvage" devaient être abordés. C'est au dernier moment, une demi-heure avant l'heure prévue pour le début de la réunion, que la préfecture la interdit, sous la pression d'un lillier de manifestants.

Il va sans dire que le meeting avait été préparé de longue date. Les informations publiées dans "Le Monde" laissaient clairement voir ce que les nazillons voulaient en faire avant le meeting du 9/12 à Paris (lequel n'a toujours pas été interdit), il s'agissait de faire parler d'eux. Intéresser la population rennaise, sûrement pas? Vendredi, autour de la salle de la Cité, et dans les rues avoisinantes, une multitude de voitures immatriculées dans la région parisienne, à Marseille ou à Lyon indiquait clairement la provenance du public supposé.

Dès l'annonce de la tenue du meeting, il y a quelques semaines, une dizaine d'organisations d'extrême gauche avait clairement dit qu'elle ne laisserait pas passer une telle provocation, et que la réunion serait interdite, par la force s'il le fallait. Le P.C.F. et les "organisations démocratiques" préféraient envoyer des lettres au préfet et au maire.

Vendredi soir, donc, vers 18 heures, un peu plus d'un millier de personnes (nombre très important à Rennes pour ce type de manifestation "dangereuse") se sont rassemblés place de l'aposte, et ont parcouru les rues de la ville pendant une heure et demie.

A cette heure, la décision de la préfecture n'était pas encore connue et les slogans tels que "nous interdirons le meeting fasciste" étaient largement repris.

Quand la manifestation fut arrivée à quelques dizaines de mètres de la salle de la Cité, où devait se tenir la réunion, un très important cordon de C.R.S. a interdit le passage. "Le meeting prévu n'aura pas lieu" ont alors annoncé les responsables de la police, dans des haut-parleurs. Nouvellement accueillie tout d'abord avec incrédulité par des manifestants qui n'y ont cru vraiment que lorsque les organisateurs ont annoncé, après l'avoir visitée, que la salle était effectivement vide. Après cette victoire, les manifestants sont redescendus vers le centre de la ville en scandant "Marcellin a cédé, nous avons interdit le meeting fasciste". La manifestation s'est disloquée sans incident, vers 20 H.

=====

Ca 6h le chili à Nantes :

Le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien a organisé mercredi 5 Décembre un meeting à Nantes . Un millier de personnes environ était présent .

Après la projection du film " Septembre chilien " , g Servat apporta son concours au meeting ainsi que deux autres chanteurs .

Un camarade a par la suite apporté une série d'informations sur la situation économique et politique au Chili .

Quelques éléments furent également donnés en ce qui concerne le développement de la lutte armée au Chili.

COMMENT SE DEVELOPPE L'AGRICULTURE CAPITALISTE EN LOIRE -
ATLANTIQUE

EN VOICI UN EXEMPLE :

Un petit agriculteur s'installe sur 12 Ha. Pour se faire un salaire décent, il est en même temps chauffeur à la CUMA. En 1968, il s'installe en G.A.E.C. avec trois autres associés. Ils sont alors sur une soixantaine d'hectares, montent une porcherie et un atelier de poulets. Depuis, ils se sont largement agrandis (103 Ha). Actuellement, ils font environ 80 000 poulettes reproductrices par an, une centaine de truies, plus divers autres ateliers : porcs à l'engrais, dindons, etc ... Ils veulent maintenant se lancer à faire de la vigne : ils envisagent d'en planter 20 Ha.

COMMENT FONT-ILS DONC POUR GROSSIR AUSSI VITE ? ...

Sans doute ce ne sont pas des fainéants ... Mais ils ont d'autres moyens :

1° - Ils s'emparent des terres des petits paysans :

L'an dernier, un petit fermier a été expulsé de ses terres mises en vente : il aurait accepté de les acheter à 6 000 F/ha mais le G.A.E.C. a mis la surenchère : 8 000 F/ha.

2° - Ils sont bien placés pour avoir des capitaux : quand on est Vice-Président de la Caisse Régionale de Crédit Agricole et responsable de la commission des prêts, ça ne doit pas être trop difficile non ?

3° - Ils ont des débouchés assurés :

Un des membres de ce G.A.E.C. est aussi Vice-Président de la SICA de CHALLANS qui est en train d'acquérir le quasi monopole de la commercialisation des volailles pour toute la région : ça peut aussi lui être utile ... en particulier pour installer de gros ateliers de production.

ENFIN, ILS EXPLOITENT LE TRAVAIL DES OUVRIERS :

Sous des allures paternalistes, utilisant même pour les gens de l'extérieur un langage "progressiste", ces nouveaux chefs d'entreprises sont des exploiters féroces si on veut bien y regarder de près .

En Septembre ce G.A.E.C. employait 3 salariés dont 2 Portugais. Un quatrième ouvrier est embauché. L'ensemble des salariés se met à faire le point :

- Nous sommes payés pour 195 H par mois, et nous travaillons 260 H
- Les Portugais sont logés ensemble. Quand le premier est arrivé on lui fait payer 100 F de loyer. Le second arrive ... il paie 100 F lui aussi ... Ce qui fait que leur

loyer passe subitement de 100 à 200 F.

MAIS LES OUVRIERS NE SONT PAS DES MACHINES, ILS SAVENT RELEVER LA TETE :

Ensemble, les 4 salariés étudient la convention collective, s'informent de leurs droits, calculent leur salaire et un beau matin d'Octobre, posent collectivement leurs revendications aux patrons :

- Rattrapage des salaires pour les heures non payées.
- Réduction d'heures de travail pour l'avenir.

Après de longues discussions, voici le résultat, à titre d'exemple, pour l'un des travailleurs immigrés :

	En AOÛT sa fiche de paie indiquait	En AOÛT elle aurait dû indiquer	En OCTOBRE Elle indiquait
Heures déclarées	195 H	260 H	238 H
Salaire horaire	4,71 F	195 H à 6,03 F 65 H à 7,53 F	195 H à 5,76 F 43 H à 7,20 F
Logement	100 F	58,60 F	87,76 F
Salaire mensuel net	751,54 F	1 477,92 F	1 233,87 F

A partir de NOVEMBRE, les horaires de travail sont de :
8 H à 12 H 30 et
14 H à 18 H.

au lieu de : 6 H 30 à 12 H 30 et
14 H à 19 H, comme auparavant.

CETTE VICTOIRE N'EST QUE PARTIELLE :

La patron doit encore 3 429 F et 1 297 F de rappel de salaire aux deux portugais.

Il doit aussi, à ce jour, des indemnités à l'ouvrier embauché récemment car il l'a licencié sans préavis.

POUR OBTENIR SATISFACTION, LES OUVRIERS DE CE G.A.E.C. ONT BESOIN DE L'APPUI DE TOUS LES OUVRIERS DU SECTEUR AGRICOLE ET DES PETITS PAYSANS QUI SONT VICTIMES EUX AUSSI DES CHEFS D'ENTREPRISES AGRICOLES CAPITALISTES QUI ACCAPARENT LES TERRES, LES CAPITALS ET LES PRODUCTIONS.

Syndicat départemental des Salariés
de l'Agriculture (C.F.D.T.)

Paysans-Travailleurs.